

2026-09-24-01 : Désignation d'un représentant au sein de la commission consultative paritaire de coordination des politiques énergétiques du SIEML

L'an deux mille vingt six, le vingt quatre septembre à 19 heures 30, en application des articles L.5211-2 et L. 5211-11 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes des Vallées du Haut-Anjou, sous la Présidence de Monsieur Nooruddine Muhammad, Président.

Département de Maine-et-Loire

Arrondissement de Segré-en-Anjou-Bleu

Étaient présents :

Pierre-Pascal BIGOT, Nicolas GUYOT, Gaëlle TROTTIER, Jean PAGIS, Jacqueline COTTIER, Liliane COURTIN, Marie-Josèphe BOUÉ, Yamina RIOU, Claudia MOISSON, Jérôme GUYOT, Pascal CRUBLEAU, Frédérique LEHON, Juanita FOUCHER, Vincent REBILLARD, Bénédicte ANGLES, Jérôme DELOIRE, Etienne GLÉMOT, Vincent VIGNAIS, Amélie PAQUEREAU, Arnaud GUEUDET, Nooruddine MUHAMMAD, Rodolphe BORDRON, Anne BORDRON, Véronique LANGLAIS, Marie-Laure TEMPLÉ, Jean-Pierre BOISIAUD, Alain CHOLLET, Rachel SANTENAC, Brigitte OLIGNON, Emmanuel CHARLES, Joël ESNALUT, Maryse GUEMAS, Christelle LAHAYE, Catherine BELLANGER-LAMARCHE, Jean-Pierre BRU, Mireille POILANE

Étaient excusés :

Claire VIAL, Laura CLEMENT, Steeve CHAILLOUX, Bastian GENTE, Jean-François PERDRIAU, Nelly GUERIN, Antoine MICHEL, Marina GATE, Jacques MATHIEU, Jean-Yves CHATILLON, Christophe SAISON, Gilles HAMON

Pouvoirs :

Laura CLÉMENT donne pouvoir à Nicolas GUYOT, Steeve CHAILLOUX donne pouvoir à Claudia MOISSON, Bastian GENTE donne pouvoir à Liliane COURTIN, Jean-François PERDRIAU donne pouvoir à Jean-Pierre BOISIAUD, Nelly GUÉRIN donne pouvoir à Emmanuel CHARLES, Antoine MICHEL donne pouvoir à Christelle LAHAYE, Marina GATÉ donne pouvoir à Mireille POILANE, Jacques MATHIEU donne pouvoir à Jean-Pierre BRU

Secrétaire de séance : Jean PAGIS

Membres en exercice :48
Membres présents :36
Pouvoirs :8
Quorum :25
Votants :44
Votes pour :44
Votes contre :0
Abstention :0
Date de convocation : 18/09/2026
Date d'affichage: - 5 OCT. 2026

Accusé de réception en préfecture
049-200071868-20260924-2026-09-24-01-DE
Date de réception préfecture : 05/10/2026

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

SUR proposition du Président ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les statuts de la Communauté de Communes des Vallées du Haut Anjou ;

VU les statuts du SIEML ;

VU l'axe du Projet de Territoire « Renouveler la gouvernance du territoire et poursuivre l'ouverture aux acteurs du territoire » ;

VU l'engagement de la labellisation Lucie 26000 « Mettre en place une gouvernance responsable » ;

CONSIDERANT qu'une commission consultative paritaire pour la coordination des politiques énergétiques a été créée entre le SIEML et les EPCI des membres du syndicat et que cette commission a pour rôle de coordonner l'action des membres du SIEML dans le domaine de l'énergie, de mettre en cohérence leurs politiques d'investissement et de faciliter l'échange de données ;

CONSIDERANT qu'il revient à la CCVHA de désigner son représentant au sein de cette commission consultative paritaire ;

CONSIDERANT que le Conseil Communautaire s'est prononcé à l'unanimité afin de ne pas procéder au scrutin secret ;

ENTENDU l'exposé de Monsieur MUHAMMAD, rapporteur,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, à l'unanimité, décide :

- De désigner M. Jean-Pierre Bru, vice-président en charge de l'environnement, comme représentant de la CCVHA au sein de la commission consultative paritaire de la coordination des politiques énergétiques ;
- D'autoriser le Président ou son représentant à signer tout document utile à l'application de la présente délibération.

Pour extrait conforme au registre

Fait et délibéré en séance
le 24 septembre 2026
au Lion d'Angers,

Nooruddine Muhammad

Président

Jean Pagis

Secrétaire de Séance

Accusé de réception en préfecture
049-200071868-20260924-2026-09-24-01-DE
Date de réception préfecture : 05/10/2026

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes dans les deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au Représentant de l'État dans le Département.